

## **MALI : OPERATION « SERVAL » (suite)**

### ► **Un pilote d'hélicoptère tué...**

Le 11 janvier 2013, lors de la première phase de l'opération « *Serval* » consistant, en appui des forces armées maliennes, à stopper l'avancée des groupes djihadistes vers le Sud du Mali, un pilote d'hélicoptère a été mortellement blessé.

L'intervention française a débuté dans l'après-midi du 11 janvier par un raid héliporté dans la région de Konna, non loin de Mopti au centre du pays. Au cours de cette mission conduite par des hélicoptères d'attaque Gazelle du 4<sup>ème</sup> régiment d'hélicoptères des forces spéciales (4<sup>ème</sup> RHFS), quatre véhicules ennemis ont été détruits.

Malgré des tirs précis et destructeurs entraînant le repli de la colonne, les patrouilles ont été prises à parti depuis le sol par des tirs d'armes légères. Lors d'un de ces accrochages, un pilote de Gazelle a été touché. Blessé, ce lieutenant a rejoint, aux commandes de son hélicoptère, l'antenne médicale militaire française la plus proche avant de succomber de ses blessures.

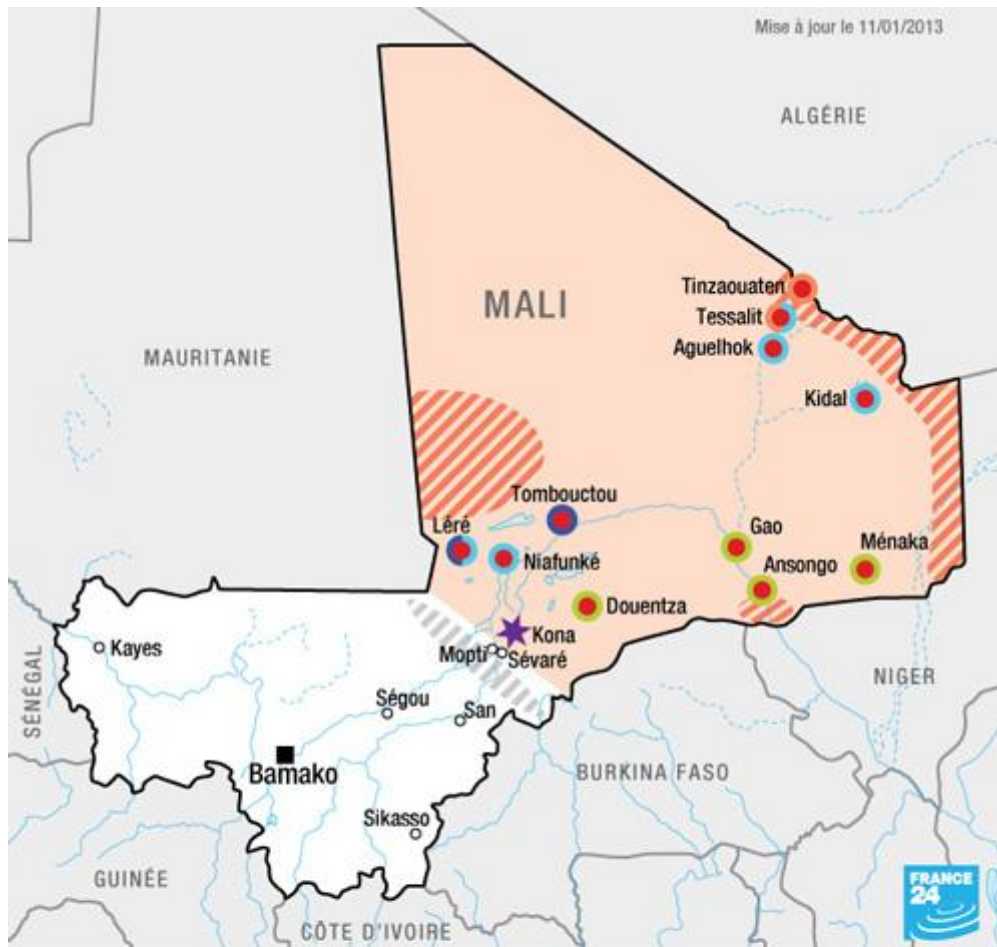


Le 4<sup>ème</sup> RHFS a pour mission principale de fournir l'appui aéromobile des commandos des forces spéciales (Terre, Air et Marine) en tous lieux et en tous temps...



Un hélicoptère d'attaque Gazelle HOT, armé de 2 missiles HOT, identique à ceux engagés au Mali.

Même si les hélicoptères Gazelle peuvent engager leurs cibles à plusieurs kilomètres, en cas de tirs venant du sol, les pilotes ne sont protégés que par leur gilet pare-balles. L'hélicoptère Tigre est moins vulnérable avec son blindage, mais il n'est pas encore opérationnel pour le tir de missiles



- Ville hors du contrôle du gouvernement
- Ville principalement contrôlée par AQMI
- Ville principalement contrôlée par le Mujao
- Ville principalement contrôlée par Ansar Dine
- Ville principalement contrôlée par le MNLA
- ★ Ville reprise par les forces gouvernementales
- Azawad, ou Nord-Mali, zone revendiquée par le MNLA
- ▨ Zone où l'armée aurait renforcé ses positions
- ▨ Zone sous influence du MNLA

► **Communiqué de presse du président de la République...**

C'est avec une vive émotion que le Président de la République a appris le décès au Mali du lieutenant Damien BOITEUX, chef de bord d'un hélicoptère du 4ème régiment d'hélicoptères des forces spéciales de Pau.

Le chef de l'Etat adresse à la famille et aux proches du défunt ses sincères condoléances et s'associe pleinement à leur douleur. Il salue le courage et le dévouement de nos soldats engagés aux côtés des forces maliennes contre les mouvements terroristes. Son action a contribué à arrêter l'avancée des forces terrestres vers Mopti et restera dans nos mémoires.

## ► Décès du lieutenant Damien Boiteux...

Le 11 janvier 2013, lors de la première phase de l'opération « *Serval* » consistant, en appui des forces armées maliennes, à stopper l'avancée des groupes djihadistes vers le Sud du Mali, le Lieutenant Damien BOITEUX du 4<sup>ème</sup> régiment d'hélicoptères des Forces spéciales a été mortellement blessé alors qu'il était aux commandes de son hélicoptère.

Né le 24 novembre 1971, le lieutenant Damien BOITEUX aura servi la France durant 22 ans.

A 19 ans, il s'engage le 1<sup>er</sup> janvier 1991 en qualité d'élève sous-officier à l'école nationale des sous-officiers d'active (*ENSOA*) de Saint Maixent. A l'issue d'une brillante formation initiale, il rejoint l'école d'application de l'aviation légère de l'armée de Terre de Dax le 5 août 1991. Il est nommé sergent le 1<sup>er</sup> avril 1992.

Breveté pilote, il est affecté au 1<sup>er</sup> régiment d'hélicoptères de combat de Phalsbourg le 9 juin 1992. Sportif et enthousiaste, il progresse rapidement ; c'est un jeune sous-officier consciencieux, discipliné et appliqué. Il s'impose déjà comme un pilote doué puis comme un chef de bord d'hélicoptère d'attaque atteignant rapidement un excellent niveau. Il est promu maréchal des logis chef le 1<sup>er</sup> juillet 1999 et est admis dans le corps des sous-officiers de carrière le 1<sup>er</sup> décembre suivant.

Le 1<sup>er</sup> août 2000, il est appelé à servir en qualité de moniteur à l'école d'application de l'aviation légère de l'armée de Terre de Dax. D'un naturel calme et mesuré, il tire son ascendant d'un comportement et d'un esprit militaire remarquables. Instructeur de talent et pétri de nombreuses qualités pédagogiques, il maîtrise parfaitement l'exercice de sa fonction d'instructeur. Il est promu adjudant le 1<sup>er</sup> avril 2004.

Le 1<sup>er</sup> août 2005, il rejoint le 6<sup>ème</sup> régiment d'hélicoptères de combat de Margny les Compiègne. Très disponible, il se porte volontaire pour suivre les stages lui permettant d'évoluer en milieu opérationnel. Il retrouve ainsi rapidement sa place en escadrille de combat.

Le 1<sup>er</sup> juillet 2007, il est sélectionné pour rejoindre le détachement de l'aviation légère de l'armée de Terre des opérations spéciales (*DAOS*) de Pau. Élément moteur de l'escadrille, il est une force de proposition crédible et écouté de ses chefs comme de ses pairs. Son sens du commandement et son fort potentiel l'amènent tout naturellement au recrutement officier. Nommé aspirant le 30 juin 2008 puis sous-lieutenant le 1<sup>er</sup> octobre suivant, il s'impose sans peine dans l'exercice du commandement.

Le 1<sup>er</sup> août 2009, le *DAOS* devient 4<sup>ème</sup> régiment d'hélicoptères des forces spéciales. Officier particulièrement aguerris, il est promu lieutenant le 1<sup>er</sup> octobre de la même année. Il s'illustre par son sens tactique élevé dans la préparation des missions et ses qualités de chef de patrouille et de moniteur Gazelle hors pairs. Spécialiste des interventions en milieu désertique de jour comme de nuit, il sert de manière remarquable au sein des forces spéciales.

Le lieutenant BOITEUX était déployé au Sahel depuis octobre 2012, où c'était déjà son quatrième séjour ; il a effectué de nombreuses missions extérieures aux cours desquelles son dévouement et sa volonté de réussite ont été remarquées : Djibouti en 1993, l'ex-Yougoslavie en 1998, la République de Côte d'Ivoire en 2005, 2007 et 2009, à nouveau Djibouti en 2008 et 2009, la Mauritanie en 2010 et le Burkina-Faso en 2010, 2011 et 2012.

Il était titulaire de la médaille de l'aéronautique, de la médaille d'outre-mer avec agrafe « *République de Côte d'Ivoire* », d'une citation à l'ordre du régiment avec attribution de la médaille d'or de la défense nationale avec étoile de bronze et de la médaille d'or de la défense nationale avec agrafe « *aviation légère* » et « *missions d'assistance extérieure* ».

Agé de 41 ans, pacé et père d'un enfant, il a été tué dans l'accomplissement de sa mission au service de la France.



### ► Hommage au chef de bataillon Damien Boiteux...

Cour d'honneur des Invalides, mardi 15 janvier 2013. Un hommage national a été rendu au chef de bataillon Damien Boiteux, du 4<sup>ème</sup> régiment d'hélicoptères des forces spéciales (4<sup>ème</sup> RHFS) de Pau, mort pour la France le vendredi 11 janvier au Mali.

Dans la dignité et le recueillement, civils et militaires ont rendu un dernier hommage au chef de bataillon Boiteux. Monsieur Jean-Marc Ayrault, Premier ministre, présidait cette cérémonie, au côté du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, et du général d'armée Bertrand Ract Madoux, chef d'État-major de l'armée de Terre (CEMAT).

Le chef de bataillon Boiteux, promu au grade supérieur à titre posthume, a été fait chevalier de la Légion d'honneur par le Premier ministre lors de cet hommage. Le CEMAT avait remis à notre camarade, mort pour la France, la croix de la Valeur militaire à l'ordre de l'armée avec palme, au cours d'une cérémonie intime d'honneurs militaires, en début d'après-midi, réservée à la famille et à ses compagnons d'armes.

*« Hommage à votre engagement, celui d'une vie consacrée à la défense de notre pays. Cet engagement est allé jusqu'au sacrifice ultime. Nous ne l'oublierons pas. [...] À travers vous, c'est à l'ensemble de nos forces, et singulièrement à celles qui sont actuellement engagées au Mali, que nous rendons hommage. La République, fière de ses soldats, est aujourd'hui en deuil.*

*[...] Malgré la douleur, vous n'aviez qu'une pensée : préserver la vie de votre camarade et mener votre mission à son terme. Jusqu'au bout, vous avez fait preuve d'un courage et d'un sang-froid qui forcent l'admiration de tous et font honneur à nos pilotes, comme à l'ensemble de nos armées. [...] En vous rendant hommage, c'est tout un pays qui est fier de vous. Par ce sacrifice suprême, vous entrez aujourd'hui dans tous les foyers de France et j'en suis sûr dans le cœur de nos amis maliens », a déclaré monsieur Ayrault lors de son éloge funèbre.*





## ► 4<sup>ème</sup> régiment d'hélicoptères des forces spéciales...

Le 4<sup>ème</sup> régiment d'hélicoptères des forces spéciales (4<sup>ème</sup> RHFS) de Pau, est le bataillon d'hélicoptères des forces spéciales de l'armée de Terre. Il a été créé en 1997. Le 4<sup>ème</sup> RHFS est implanté au quartier Pau-Sauvagnon (au sud de l'aéroport de Pau-Uzein). 4<sup>e</sup> RHFS - Quartier de Rose - 64081 Pau Cedex

### MISSION - COMPOSITION - MATÉRIEL

**Mission** : subordonné au général commandant les forces spéciales terre (CSFT), le 4<sup>ème</sup> RHFS est sous commandement opérationnel du général commandant les opérations spéciales (COS). Il a pour mission de transporter et d'appuyer les commandos des forces spéciales, de jour ou de nuit, sur n'importe quel théâtre d'opérations en Europe et outre-mer.

**Composition** : 1 état-major réduit, 1 escadrille d'hélicoptères de transport, 1 escadrille d'hélicoptères armés.

**Matériel** : chaque unité met en œuvre des matériels de tous les types en service dans l'ALAT et qui comportent des équipements optionnels particuliers.

### FORMATION - EMPLOIS

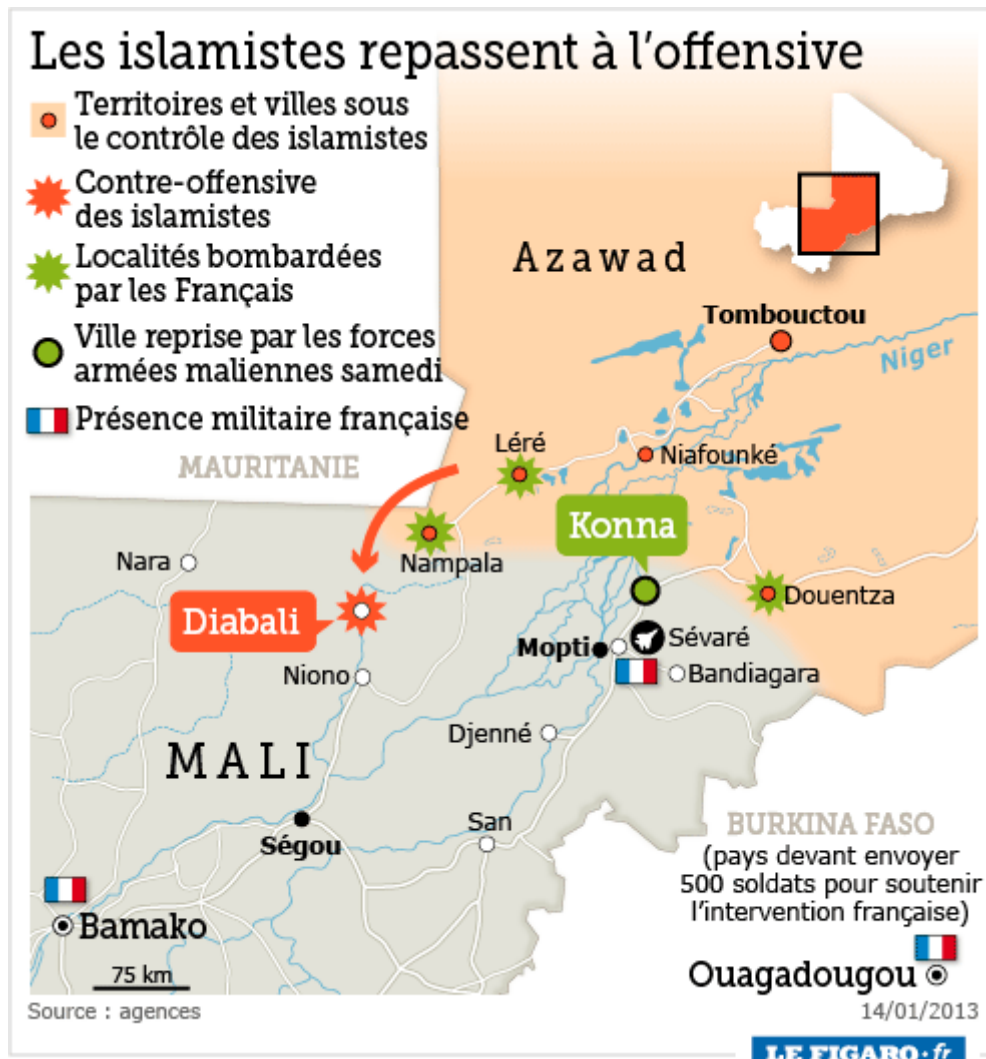
**Formation** : tout EVAT initial est d'abord formé dans les spécialités nécessaires au 4<sup>ème</sup> RHFS. Il est ensuite inscrit à des stages d'instruction spécialisée. Cette formation, longue et continue, exige une bonne condition physique et une grande motivation.

**Spécialités et emplois** : après leur formation de base, les EVAT occupent les emplois suivants : secrétariat, informatique-transmissions, logistique, mécanique (dont poste aide mécanicien hélicoptères), soutien des aéronefs, transport, sécurité, comptabilité.

**Service outre-mer** : le 4<sup>ème</sup> RHFS assure de nombreuses missions outre-mer. Ces missions ne doivent pas être comparées à celles des unités tournantes des régiments à structure classique. Non planifiées, elles sont effectuées sur bref préavis en détachement de faible effectif ayant un éventail d'activités particulières. Les désignations pour une mission outre-mer ne s'effectuent qu'en fonction des aptitudes et qualifications particulières de chacun.

## ► Montée en puissance du dispositif et poursuite des opérations...

Depuis la nuit du 13 janvier 2013, le dispositif français au Mali a poursuivi ses opérations aériennes avec une vingtaine de sorties, dont une dizaine réalisées par les Mirage 2000D et les Rafale stationnés à N'Djamena au Tchad. Ces opérations ont permis notamment de traiter une dizaine d'objectifs principalement sur les villes de Diabali et de Douenza.



Le 14 janvier, les opérations ont été conduites avec un effort appuyé sur le secteur de Diabali afin de stopper la progression des groupes terroristes.

En parallèle des opérations aériennes, la France poursuit la montée en puissance de son dispositif. Ainsi, dans la journée du 14 janvier, deux Mirage F1 CR des éléments français au Tchad ont été repositionnés sur l'aéroport de Bamako. Ils complètent ainsi le dispositif d'alerte mis en place sur la capitale. Dans la soirée, un sous-groupe interarmées (SGTIA) comprenant près de 200 militaires et une soixantaine de véhicules blindés est arrivé à Bamako. Ces soldats appartiennent principalement aux 1<sup>er</sup> RHP, 3<sup>ème</sup> RPIMa et 17<sup>ème</sup> RGP. Ils ont quitté le camp de Port-Bouët à Abidjan, en Côte d'Ivoire samedi pour rallier le Mali par voie terrestre.

Enfin, dans la nuit du 14 au 15 janvier 2013, plusieurs rotations de gros porteurs avec notamment le soutien de deux Boeing C-17 de la Royal Air Force (RAF) ont permis la livraison de véhicules blindés pour la compagnie du 2<sup>ème</sup> RIMA, arrivée dernièrement et stationnée sur Bamako et du matériel embarqué sur la Base Aérienne 105 d'Evreux pour le soutien logistique de nos forces. Le concours des C-17 de la RAF est une nouvelle illustration de la coopération opérationnelle franco-britannique.

Ce sont désormais près de 800 militaires français qui sont déployés sur le sol malien et près de 1 700 au total qui participent à l'opération « Serval » à partir des bases françaises repositionnées en Afrique.

De son côté la *MISMA* (*Mission Internationale de Soutien au Mali sous conduite Africaine*) accélère sa montée en puissance avec la mise en place d'un état-major à Bamako travaillant sur la projection à venir de plusieurs bataillons africains.

### ► Adoption de la résolution 2085 par le Conseil de sécurité (21/12/12)...

Le Conseil de sécurité des Nations Unies vient d'adopter le projet de résolution porté par la France sur le Mali.

Cette résolution autorise le déploiement d'une force africaine au Mali pour permettre au pays de recouvrer son intégrité territoriale par la reconquête du Nord, tombé aux mains des narco-terroristes et en proie à des fondamentalistes. Elle répond à l'appel à l'aide du Mali et aux attentes de nos partenaires africains qui, au sein de la CEDEAO et de l'Union africaine, ont pris la direction des efforts internationaux pour résoudre la crise.

Le déploiement de la *MISMA* étant autorisé, la préparation du déploiement (génération de force, entraînement, déploiement effectif sur le terrain) doit s'engager sans tarder. De nombreux pays ont fait part de leur disponibilité. A notre initiative, l'Union Européenne a d'ores et déjà décidé d'apporter son soutien, financier et en termes de formation, à la *MISMA*.

Comme c'est l'usage, le Conseil de Sécurité continuera de suivre attentivement le processus de préparation de l'intervention.

L'opération sera conduite avec des troupes combattantes exclusivement africaines et une forte mobilisation de l'Union européenne sur les plans financier et logistique. Cette résolution est aussi l'occasion pour le Conseil de sécurité de rappeler clairement la nécessité de progresser sur le volet politique, que ce soit dans la poursuite de la transition ou dans la mise en place d'un processus de dialogue et de réconciliation inter-maliens, y compris vis-à-vis du Nord. La résolution prend enfin pleinement en compte les aspects de lutte contre l'impunité et de respect des droits de l'Homme auxquels la France attache une grande importance et au suivi desquels nous resterons très attentifs dans les mois à venir.

*MISMA* (Mission Internationale de Soutien au Mali sous conduite Africaine)

*Rappel* : sommet des chefs d'Etat ouest-africains le 11 novembre à Abuja...

Les chefs d'Etat de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (*CEDEAO*), se réuniront dimanche à Abuja pour adopter un plan d'intervention militaire dans le nord du Mali occupé par des islamistes armés, a annoncé la *CEDEAO* dans un communiqué reçu par l'*AFP* à Dakar.

A Abuja, le porte-parole de la *CEDEAO*, Sunny Ugoh, a indiqué que le sommet serait précédé vendredi par une réunion dans la capitale nigérienne des ministres de Affaires étrangères et de la Défense de l'organisation régionale. Une fois adopté, le plan d'intervention « sera alors transmis par l'entremise de l'Union africaine, avant le 15 novembre, au Conseil de sécurité des Nations unies, qui, le 12 octobre, avait voté une résolution donnant à la *CEDEAO* 45 jours pour préciser ses plans de reconquête du Nord-Mali », selon le communiqué.

Réunis mardi à Bamako, les chefs d'état-major de la *CEDEAO* avaient adopté ce qu'ils appellent un « *concept d'opérations harmonisé* », en réalité un plan de reconquête armée du nord du Mali. Ce « *concept* » précise la composition de la force qui interviendra au Mali avec l'aval de l'*ONU* et le soutien logistique de pays occidentaux, le niveau de participation des pays de la *CEDEAO* qui en constitueront le noyau, le financement et les moyens militaires dont elle devra disposer.

Il avait auparavant été mis au point par des experts internationaux, occidentaux et africains, réunis pendant une semaine dans la capitale malienne. Aucun détail n'a cependant été rendu public sur ce plan d'intervention, des sources proches des rencontres de Bamako indiquant seulement qu'il avait été proposé que la force comprenne 4.000 hommes au lieu des 3.000 initialement prévus et que des éléments « *non africains* » y participent.



Le communiqué indique par ailleurs que les chefs d'état-major ouest-africains ont demandé « à la CEDEAO, en collaboration avec l'UA, de mettre sur pied un comité restreint de planificateurs pour peaufiner le concept harmonisé (d'intervention) et d'organiser » ensuite « une conférence de donateurs ». Aucun chiffre n'a à ce jour été rendu public concernant le coût de cette force armée, ni sur qui la financerait.

Le « comité restreint » doit « identifier dès que possible les insuffisances et proposer les types et nombre d'unités à générer » de la force qui, précise le communiqué, s'appellera *Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA)*. Une fois qu'il aura pris connaissance du plan d'intervention, le Conseil de sécurité de l'ONU devra se prononcer pour, éventuellement, voter une résolution donnant le feu vert définitif au déploiement de la force.

### ► Point de situation du 15 janvier 2013...

Le 15 janvier 2013, les avions français ont poursuivi leurs frappes pendant que le dispositif terrestre continuait à s'étoffer à Bamako.

Depuis le 14 janvier, les avions de combat français (Rafale, Mirage F1 CR et Mirage 2000D) ont effectué 8 missions contre une douzaine d'objectifs ciblés autour de Diabali. Ils étaient soutenus par des avions ravitailleurs C135F. Parallèlement, la montée en puissance et la motorisation des éléments terrestres s'est poursuivie à Bamako. En particulier avec l'arrivée de matériels en provenance de France ou des forces répositionnées en Afrique.



### ► Point de situation du 16 janvier 2013...

Poursuite des frappes ciblées et de la montée en puissance du dispositif terrestre à Bamako. Dans la nuit du 15 au 16 janvier, un sous-groupe tactique interarmes (S/GTIA) motorisé (chars Sagaie, VAB, VBL) s'est déployé au nord de Bamako.

Aujourd'hui, au cours d'une douzaine de sorties, les avions de combat et les hélicoptères d'attaque français ont poursuivi leurs frappes dans la région de Diabali, détruisant une dizaine d'objectifs ciblés. A Bamako, le détachement stationné sur l'aéroport a reçu la visite du président malien Dioncouda Traoré.

Il était accompagné par le général Sheha Abdulkadir, chef d'état-major opérationnel de la mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (*MISMA*).

Par ailleurs, une antenne chirurgicale avancée (*ACA*) est désormais opérationnelle. Elle peut, en cas de besoin, procéder à une dizaine d'interventions chirurgicales par jour. Le déploiement des forces françaises à Bamako s'est accéléré grâce à l'engagement et le soutien des armées alliées. C'est en particulier le cas du Danemark, du Royaume Uni ou de la Belgique qui ont mis des avions *C-17* et des *Hercule C 130* à disposition de la France. Ces derniers ont d'ailleurs effectué des liaisons entre les bases aériennes françaises et Bamako, en passant par N'Djamena et Abidjan pour acheminer du matériel, des munitions, des vivres.

L'intervention française au Mali a débuté le 11 janvier. Initiée à la demande du gouvernement malien, et dans le cadre de la *résolution 2085*, l'opération « *Serval* » est destinée à aider les forces maliennes à repousser les groupes terroristes et recouvrer son intégralité territoriale.

### ► Les groupes qui occupent le nord...

Trois groupes islamistes armés occupent le nord du Mali :

Al-Qaïda au Maghreb islamique (*AQMI*), Ansar Dine (Défenseurs de l'islam) et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (*MUJAO*). Mais il ne faut pas oublier également le *MNLA*.

Décrypter la réalité dans le nord du Mali, c'est d'abord aller au-delà des idées reçues et des étiquettes caricaturales. Dans le désert au nord du fleuve Niger, les sigles des organisations ne veulent rien dire sans les paramètres géographiques, ethniques, religieux et idéologiques qui les définissent. Aujourd'hui, quatre organisations contrôlent ce désert de 220.000 kilomètres carrés, grand comme la moitié de la France, si loin de Bamako mais si près des frontières avec l'Algérie, la Mauritanie, le Niger et le Burkina Faso.

Certains y imposent leur version de la loi islamique avec une extrême rigueur (lapidations de couples non mariés, amputations de présumés voleurs, coups de fouet aux buveurs d'alcool et aux fumeurs) et n'ont pas hésité à détruire des monuments sacrés à Tombouctou.



Abou Zeid, un des dirigeants d'*AQMI*

Al-Qaïda au Maghreb islamique ou AQMI est une organisation islamiste armée d'origine algérienne. Avant le 25 janvier 2007, elle était connue sous le nom de Groupe salafiste pour la prédication et le combat.

Si les racines du groupe se trouvent en Algérie, la zone d'opération s'est étendue et correspond aujourd'hui à la région désertique du Sahel qui s'étend des régions semi-arides du Sénégal jusqu'à certaines parties de la Mauritanie, du Mali et du Niger.

Selon Jean-Charles Brisard, « *spécialiste du terrorisme* », 90% des ressources d'*AQMI* viennent des rançons obtenues contre libération d'otages. D'autres experts parlent de trafics d'armes, de drogue (« deux flux de drogues illicites -- l'héroïne dans l'est de l'Afrique et la cocaïne dans l'ouest -- se rejoignent dans le Sahara »), de migrants clandestins. *AQMI* aurait ainsi récupéré 50 millions de dollars de rançons et plus de 100 millions en ajoutant les divers autres trafics illicites (armes, drogue, ...).

Ansar Dine ou Défenseurs de l'islam basé essentiellement à Kidal, un mouvement touareg à qui on prête beaucoup mais que l'on connaît peu. Et pour cause : ses chefs ne parlent pas, ou rarement. Chacun a sa méthode. *AQMI*, c'est la stratégie de conquête ; le *MUJAO*, celle des affaires ; le *MNLA*, la force de la communication à Nouakchott ou à Paris. Pour Ansar Dine, c'est le choix du silence. Pourtant, avec ses trois mille hommes armés, sa nature exclusivement touarègue, sa légitimité historique, un chef charismatique et des tribus fidèles, Ansar Dine apparaît comme le mouvement clé de la guerre du désert.

A l'origine, il y a Iyad Ag Ghali, 53 ans, né sur un caillou à Abeibara, ancien bassiste du célèbre groupe Tinariwen, un chef de la tribu des Ifoghas qui a, lui aussi, manié la guitare avant la kalachnikov. Militaire formé en Libye, il est envoyé par Kadhafi pour faire la guerre au Liban contre Israël (1980-1982) avant de diriger les opérations commandos contre l'armée tchadienne. Il a survécu à un bombardement de F-16, échappé cent fois à la mort, connaît tout du désert, sait se battre et vaincre. Iyad Ag Ghali est le leader charismatique, notable et chef de guerre, une icône, une légende, celui devant qui tous les Touaregs, même les plus bouillants, s'inclinent.



C'est lui, « *rebelle du désert* », qui a l'idée d'abandonner les champs de bataille étrangers pour revenir, dès 1988, faire la guerre à l'armée malienne. En juin 1990, avec deux cents hommes et... six fusils, il attaque la garnison de Menaka. Et la ville tombe. Un an après, il prend Kidal et Gao. Le 26 mars 1991, Bamako et les Touaregs d'Iyad signent les « *accords de Tamanrasset* » dans cette Algérie qui pèse de tout son poids sur la région. Le texte prévoit le développement du pays touareg laissé depuis si longtemps à l'abandon et l'intégration des Touaregs aux forces maliennes. La parole donnée ne sera jamais tenue. En 2006, nouvelle rébellion, nouveaux « *accords d'Alger* », et nouvel échec.

Quand les bouillants exilés revenus de Libye, surnommés les « *nouveaux arrivés* », décident de lancer la guerre à outrance jusqu'à l'indépendance, Iyad Ag Ghali, alors partisan des négociations, refuse de donner sa caution. Les jeunes Libyens du *MNLA* rejettent la tutelle du « *vieux* » et partent en guerre contre une armée malienne minée par les conflits internes et mal équipée. Entre-temps, le désert a changé. *AQMI* s'est installé, les katiba de Ben Mokhtar et d'Abou Zeid sillonnent le pays, enlèvent les étrangers, achètent les Touaregs, épousent leurs femmes et s'implantent. En 2002, Iyad Ag Ghali doit servir de médiateur pour faire libérer 32 touristes enlevés à Djanet en Algérie. En 2007, excédé, le chef touareg attaque les forces d'*AQMI* et leur inflige une sévère défaite à la frontière algérienne. Mais Iyad est seul, personne ne le soutient et l'offensive anti-*AQMI* s'arrête là. Désormais, il devra composer, pragmatique, avec la nouvelle force du Sahel.



Le **MUJAO** ou **Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest** : son excroissance mafieuse, spécialisée dans le narcotrafic et l'islamisme radical, un mouvement né chez les commerçants arabes et noirs de Gao où ils exercent une charia brutale, police islamique, exécutions, lapidations et mutilations.

Le **MNLA** : ce sont les indépendantistes qui se proclament laïques. Au départ, ce n'est que le **MNA**, un mouvement des jeunes de Kidal décidé à affirmer l'autonomie culturelle et économique des Touaregs. De l'autre côté de la frontière, la chute de Tripoli va tout bouleverser. Là-bas, il y a des milliers de Touaregs chassés par la misère et enrôlés au service du Guide libyen. Une fois Kadhafi renversé, ils reviennent. Parmi eux, deux mille militaires entraînés et aguerris, équipés de pickup et d'un arsenal d'armes sophistiquées. Avec eux, le **MNA** devient **MNLA** et l'offensive contre l'armée malienne est lancée dès l'hiver dernier.



Des hommes du **MUJAO** à Gao, Mali, le 16 juillet 2012



Les combattants d'Ansar Dine, en avril 2012, lors d'une remise d'otages dans le désert à l'extérieur de Tombouctou, au Mali



**Des membres du groupe islamiste MUJAO le 16 juillet 2012 à Gao**



**Des combattants jihadistes, menés par l'un des chefs d'Al-Qaïda au Maghreb (AQMI)**